

Europe Le président français veut instaurer un gouvernement économique européen

Nicolas Sarkozy souhaite diriger la zone euro jusqu'en 2010

D'une pierre deux coups. Nicolas Sarkozy veut profiter de la crise financière pour imposer sa vision économique de l'Europe et continuer à présider l'Union européenne (UE) au niveau de la zone euro, au moins pour une année supplémentaire. Le président français a amorcé cette offensive au Parlement européen, mardi 21 octobre. Elle a été confirmée au Monde par plusieurs conseillers de l'Elysée.

L'ambition de M. Sarkozy part d'un diagnostic partagé : les crises géorgienne et financière ont montré que l'Europe avait besoin d'une présidence forte pour exister : faute de quoi, il aurait été impossible de négocier avec Moscou sur la crise géorgienne ou de concocter un plan européen de sauvetage des banques. Le traité de Lisbonne n'étant pas entré en vigueur à cause du « non » irlandais, l'Europe ne disposera pas, comme prévu, d'un président stable du conseil, élu pour deux ans et demi.

L'Union va continuer d'être dirigée au hasard des présidences semestrielles. Le 1^{er} janvier 2009, elle se retrouvera dans les mains des eurosceptiques tchèques Vaclav Klaus et Mirek Topolánek, dans un pays en pleine crise gouvernementale, puis des Suédois, hors de l'euro. Pour aggraver le tout, la Commission sera en fin

de mandat, avant les élections européennes de juin 2009. Les circonstances seront peu propices à l'action. Le chef de l'Etat ne veut pas l'envisager : « Je ne laisserai pas revenir sur une Europe volontariste », a-t-il insisté devant la presse.

M. Sarkozy a annoncé une feuille de route en décembre pour résoudre le problème de la présidence tournante. Faute de ratification irlandaise, il sera impossible d'agir au niveau des Vingt-Sept. Mais il est possible de contourner les Tchèques, puis les Suédois, en se réunissant au niveau des seize dirigeants de la zone euro, comme ce fut le cas dimanche 12 octobre, avant le Conseil européen.

M. Sarkozy a esquissé sa proposition devant le Parlement européen en expliquant que « la seule réunion des ministres des finances n'est pas à la hauteur de la gravité de la crise ». Les chefs d'Etat et de gouvernement étaient les seuls, selon lui, à pouvoir décider du plan de sauvetage des banques de 1 800 milliards d'euros, qui a constitué « un tournant dans cette crise ». La réunion périodique de cette instance constituerait un « gouvernement économique clairement identifié de la zone euro ».

L'Eurogroupe n'a aucune existence juridique et peut donc se doter d'une présiden-



Le chef de l'Etat, devant le Parlement européen de Strasbourg, le mardi 21 octobre. VINCENT KESSLER/REUTERS

ce sans traité institutionnel. La solution la plus audacieuse pour diriger ce forum consisterait à procéder à une élection. La seconde, plus simple, serait de décider que la France continue d'exercer la présidence au niveau de la zone euro, jusqu'à ce que la présidence de l'Union revienne à un pays ayant la monnaie unique, ce qui sera le cas le 1^{er} janvier 2010, avec l'Espagne. Cette deuxième thèse semble naturelle au secrétaire d'Etat aux affaires européennes Jean-Pierre Jouyet, qui rappelle que les Belges ont dirigé un an l'Eurogroupe, en 2001, supplantant la présidence suédoise qui n'est pas dans l'euro. De même, les Grecs avaient remplacé en 2002 les Danois.

Le président ne serait autre que Nicolas

Sarkozy, qui inviterait le premier ministre britannique, pour que la City, première place financière d'Europe, soit à bord. « Si l'on fait une élection, il faut un chef d'Etat leader et pas un chef d'Etat suiveur », assure un conseiller de M. Sarkozy. Interrogé sur la candidature de Jean-Claude Juncker, premier ministre et ministre des finances luxembourgeois, qui préside l'Eurogroupe au niveau des ministres des finances, M. Sarkozy a répondu : « Bien sûr, pourquoi pas ? Il faudra qu'on l'élise. »

Derrière des mots aimables, le président français ne veut pas de M. Juncker, dont il estime qu'il a fait preuve de peu d'initiative dans la crise financière, et dont il a critiqué le pays pour son opacité finan-

cière. Outre l'Eurogroupe, M. Sarkozy voudrait utiliser un argument analogue pour présider l'Union pour la Méditerranée jusqu'à ce que vienne le tour de l'Espagne : Suède et République tchèque ne sont pas riverains de la Méditerranée.

M. Sarkozy n'a pas prévenu Angela Merkel avant son discours. Il attend sa réaction. Il faudrait que la chancelière accepte des réunions au plus haut niveau de la zone euro, alors que l'Allemagne a toujours été réticente à un gouvernement économique. Et qu'elle dise oui à une présidence Sarkozy. ■

CÉCILE CHAMBRAUD (À STRASBOURG), ARNAUD LEPARMENTIER ET PHILIPPE RICARD (BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN)

La France propose l'Europe pour protéger

BRUXELLES
BUREAU EUROPÉEN
Devant le Parlement européen, Nicolas Sarkozy a proposé mardi 21 octobre, à Strasbourg, de créer des fonds souverains dans les pays d'Europe, « qui pourraient se coordonner » afin d'empêcher que l'industrie ne passe sous le contrôle de capitaux étrangers.

Le sort réservé en Europe aux fonds souverains est éminemment sensible et les réactions ne se sont pas fait attendre. La proposition française « contredit tous les principes d'une politique économique couronnée de succès », explique Michael Glos, le ministre allemand de l'économie, dans un entretien au quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, mercredi.

Pour enrayer la crise, plusieurs États, dont la Grande-Bretagne et

l'Espagne, étatiques pétromonétaires. En France, elle se financière ce genre d' dont les ca près de 5 000 milliards de dollars.

« Exiger la réciprocité »

Cependant, certains dirigeants craignent, à l'instar de M. Sarkozy, que les fonds d'origine étrangère ne profitent de la récession qui menace pour s'emparer des entreprises les plus malmenées en Bourse. En France, le chef de l'Etat caresse l'idée de transformer la Caisse des dépôts en fonds souverain. En Italie, Silvio Berlusconi envisage de légaliser pour décourager toute offre inamicale sur les fleurons. Son ministre

se à ce jour à prendre des participations au capital d'entreprises.

La Commission elle-même songe à réguler davantage l'activité de ces fonds. « Le problème, ce sont les Russes, dit un haut responsable bruxellois. Il faut exiger la réciprocité afin de n'accueillir que les fonds originaires de pays ouverts à nos propres investissements. » En février, la Commission avait au contraire mis en garde contre le « piège du protectionnisme » et plaidé pour un simple code de bonne conduite. ■

P. R.

Le Parlement européen : socialiste ? Peut-être

convenez que vous, vous ne paraissez pas comme un socialiste français. Dans le schisme socialiste Europe, je choisis Martin sans regret. »

contre l'esprit

initiative de division des trouble-démocrates n'a pas plus de file. « Il n'y a pas de différence entre mes camarades et moi », a répliqué, J. Schultz. « Ce sont vos idées qui ont abouti à cette situation, nous n'avons toujours pas les idées que nous devrions avoir », a-t-il encore déclaré. Socialiste, M. Sarkozy ? C'est en fait l'avis du président tchèque libéral et eurosceptique Vaclav Klaus, dont le pays succède à la France à la présidence du Conseil européen en janvier 2009. Les propositions formulées mardi par le président français « ne conduisent pas à un nouveau capita-

lisme (...), c'est au contraire un retour à un vieux socialisme », a-t-il déploré, selon le site d'information IDNES.cz

L'affaire paraît moins claire à Lionel Jospin. Devant les étudiants de l'Ecole supérieure de commerce de Toulouse, l'ancien premier ministre socialiste a soupesé la question. « Il y a tellement de contradictions dans l'approche de Nicolas Sarkozy que c'est difficile de porter un jugement. (...) Quel sens cela a-t-il de vouloir presque nationaliser des banques et de privatiser La Poste, de proposer des réglementations à l'échelle internationale et de déréguler en France ? », s'est-il interrogé. Devant le Parlement européen, M. Sarkozy avait préventivement écarté la question : « Ramener l'Europe à une opposition entre la gauche et la droite, c'est un péché contre l'esprit. » ■

CÉ. C. (ENVOYÉE SPÉCIALE, STRASBOURG)

SCHAIKE 04 - PSG
Commenté par Jean-Pierre Papin et Mikis Cerieix.

en direct à 20h30
Hertha Berlin - Benfica
Commenté par Jézabel Lemonier et Noël Tosi.

Direct 8 est accessible sur la TNT gratuite (Canal 8), le satellite (CanalSat et TPS - canal 38), le câble (Moos-Numéricable - canal 28), l'ADSL (Canal 8), la téléphonie 36. www.direct8.fr